

AGA PLUS

n°72

ACTU

*Conjoint collaborateur :
un statut désormais
transitoire*

CAHIER PRATIQUE

*L'EIRL est mort,
vive la nouvelle entreprise
individuelle !*

À L'AFFICHE

Introduction à
la gestion d'entreprise

JUILLET 2022



A.G.A-PL.FRANCE





Conjoint collaborateur : un statut désormais transitoire

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2022 contient plusieurs changements touchant le statut du conjoint collaborateur du chef d'entreprise : des changements entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2022 et qui sont censés lui permettre de se tourner vers des statuts plus protecteurs, à tout le moins générateurs de droits sociaux plus importants. Des dispositions nouvelles que vous détaille cet article.

À travers la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2022, de nouvelles règles vont désormais s'appliquer aux personnes qui travaillent dans une entreprise individuelle ou un cabinet libéral, sans être rémunérées ni associées. Autrement dit aux conjoints collaborateurs, un statut destiné jusqu'à une période récente aux épouses, époux et partenaires de PACS de professionnels libéraux, d'artisans ou de commerçants qui travaillent aux côtés du chef d'entreprise sans percevoir de salaire ni détenir des parts de capital de société. Pour rappel, la loi offre au conjoint qui travaille dans l'entreprise trois statuts possibles : conjoint collaborateur, conjoint salarié et conjoint associé. S'il pouvait, il y a encore quelques années, ne rien décider du tout, aujourd'hui, il doit obligatoirement opter pour l'un d'eux. Vous avez tout intérêt à étudier la question attentivement. Car à défaut d'adoption d'un statut alors que votre conjoint exerce une activité professionnelle de manière régulière et effective au sein de l'entreprise, il se trouve en situation de travail dissimulé : un délit pénal d'une extrême gravité ! En pareille circonstance, sachez que le conjoint qui n'est pas déclaré sous l'un des trois statuts et qui travaille à vos côtés est automatiquement considéré comme étant conjoint salarié (voir encadré ci-contre).

dirigeant indépendant -l'épouse le plus souvent- qui travaille sans être salarié à ses côtés. Idem pour le partenaire pacsé : ce dernier peut, depuis la loi de modernisation de l'économie de 2008, bénéficier lui aussi de ce statut.

Peu de formalités

Pour ce faire, il suffit que le conjoint collaborateur soit mentionné comme tel au Centre de formalités des entreprises, à savoir l'Urssaf pour les professions libérales, le registre du commerce si l'entreprise est commerciale ou le



GARE AUX SANCTIONS

- Certains professionnels libéraux se font assister par leur conjoint. Quand cette aide est régulière, la loi leur impose de le déclarer sous l'un de ces deux statuts : salarié ou collaborateur.
- Le professionnel libéral qui n'a pas déclaré son conjoint sera considéré comme employeur de celui-ci. En plus de devoir régulariser la situation auprès des organismes sociaux, il devra payer des pénalités sur les sommes redressées. Par ailleurs, il pourra être poursuivi pénalement pour travail dissimulé, un délit pouvant être sanctionné selon l'article L8224-1 du Code du travail à une peine susceptible d'aller jusqu'à trois ans de prison et 45 000 € d'amende.

répertoire des métiers pour les activités artisanales. Mais attention : il s'agit là simplement d'une mention, non d'une inscription. Le conjoint (ou le partenaire pacsé) mentionné comme collaborateur ne devient pas un professionnel indépendant pour autant.

Le statut de conjoint collaborateur, un premier pas

Il a été mis en place en 2005. Son objectif est de mieux protéger le conjoint du

De réels atouts

Si sur le plan social, le conjoint collaborateur reste un ayant droit de l'exploitant (en bénéficiant gratuitement des remboursements médicaux et d'hospitalisation), sachez que les femmes collaboratrices ont droit à des avantages sociaux particuliers. Lors d'une maternité, elles peuvent ainsi bénéficier d'une allocation forfaitaire de repos maternel et, si elles se font remplacer dans leurs travaux, d'une indemnité de remplacement. Pour la retraite, ce statut de collaborateur permet au conjoint de cotiser au même régime vieillesse que son époux (ou épouse). Autrement dit, il est affilié aux régimes retraites (de base et complémentaire) et au régime invalidité-décès de la section professionnelle de la CNAVPL (la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales) ou de la CNBF, l'organisme de gestion des pensions de retraite des avocats. Il choisit l'assiette de calcul de ses cotisations et peut ensuite la modifier suivant certaines modalités. Ces cotisations lui permettent de se constituer sa propre retraite, laquelle pourra se cumuler sous certaines conditions avec une pension de réversion. Le conjoint collaborateur a aussi droit à la formation professionnelle continue. De même, il peut également participer à un éventuel plan d'épargne d'entreprise.

Bon à savoir

- Il est possible d'assurer volontairement votre conjoint pour le risque « accidents du travail-maladies professionnelles ». L'adhésion se fait auprès de la CPAM. La cotisation est à acquitter auprès de l'Urssaf.

Un statut désormais plus large

Jusqu'à présent, le statut de conjoint collaborateur n'était ouvert qu'aux seules personnes mariées aux chefs d'entreprise

ou liées à ces derniers par un pacte civil de solidarité. Avec le Plan Indépendants, le concubin du chef d'entreprise pourra désormais -depuis le 1^{er} janvier 2022- accéder lui aussi à ce statut s'il le souhaite et bénéficier des avantages tels que l'accès à une protection sociale et à des droits à la retraite. Il est à noter que cette possibilité était déjà une réalité dans le secteur agricole.

Un statut limité à cinq ans

Afin d'inciter les conjoints à se tourner vers des statuts plus protecteurs, comme ceux de salarié, associé ou travailleur indépendant, une personne pourra conserver le statut de conjoint collaborateur pendant une durée maximale de cinq ans. Cette période sera calculée en tenant compte de l'ensemble des périodes et des entreprises au titre desquelles elle aura opté pour ce statut. À l'issue de ces cinq années, le conjoint devra choisir un nouveau statut. Et en l'absence de choix, le conjoint continuant à exercer une activité professionnelle de manière régulière dans l'entreprise sera réputé le faire sous le statut de conjoint salarié. Somme toute, cette mesure est censée limiter l'éventuelle situation de dépendance économique du conjoint à l'égard du chef d'entreprise.

Deux situations particulières

Par exception, les personnes atteignant, au plus tard le 31 décembre 2031, l'âge permettant d'obtenir le taux plein pour la retraite de base (67 ans pour les générations à compter de 1955) pourront conserver le statut de conjoint collaborateur jusqu'à la liquidation de leurs droits à pension. Cette mesure concerne les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1965. Pour les futurs conjoints collaborateurs, cette durée maximale commencera à compter de la date de début d'activité. Attention, à l'occasion de contrôles, l'organisme de Sécurité sociale dont relève le conjoint collaborateur pourra procéder à sa radiation en cas de dépassement de la durée de cinq ans au-delà de laquelle il

À noter

- Les conjoints collaborateur en fin de parcours professionnel qui atteignent l'âge de 67 ans au plus tard le 31 décembre 2031 peuvent conserver ce statut jusqu'à la liquidation de leurs droits à pension.
- Pour les personnes exerçant déjà une activité sous le statut de conjoint collaborateur au 1^{er} janvier 2022, la durée de cinq ans s'apprécie à compter de cette même date. En pratique, afin de poursuivre leur activité au sein de l'entreprise de leur conjoint, ils devront choisir un nouveau statut au plus tard le 31 décembre 2026.

est réputé exercer son activité sous le statut de conjoint salarié.

Quelles conséquences pratiques de cette limitation ?

Deux cas de figure se présentent :

- soit le statut de conjoint collaborateur est adopté après le 1^{er} janvier 2022, auquel cas il ne pourra opérer que pour une durée de cinq années,
- soit le conjoint avait adopté, même de longue date, ce statut avant le 31 décembre 2021. Dans ce cas et hors l'exception visée ci-avant, le statut de conjoint collaborateur cessera de plein droit au 31 décembre 2026.

À venir, un calcul simplifié des cotisations sociales

Une conjointe collaboratrice (ou un conjoint collaborateur) pouvait choisir entre cinq niveaux d'affiliation, soit en versant des cotisations supplémentaires à celles du chef d'entreprise, soit en partageant les cotisations avec lui. Afin de simplifier le dispositif et de garantir des droits à la retraite équitables entre le chef d'entreprise et son conjoint collaborateur, il est prévu que deux des cinq assiettes fiscales soient supprimées pour ne conserver que les options les plus protectrices des droits du couple. En attente de parution : un décret pour en déterminer les modalités pratiques d'application. ■

Loueurs en meublés : les limites d'exonération d'impôt sont publiées pour 2022

L'administration fiscale vient de publier les limites d'exonération d'impôt pour la location d'une partie de la résidence du bailleur.

Les personnes qui louent ou qui sous-louent une partie de leur habitation principale peuvent être exonérées d'impôt sur le revenu pour les sommes d'argent qu'elles retirent de cette location. Sous réserve de respecter quelques conditions. Tout d'abord, les pièces louées doivent être meublées et constituer pour l'occupant sa résidence principale, ou sa résidence temporaire s'il justifie d'un contrat à durée déterminée (CDD) à caractère saisonnier. Condition supplémentaire, le loyer perçu par le bailleur doit être fixé dans des limites raisonnables. Pour apprécier ce caractère « raisonnable », l'administration fiscale a communiqué les plafonds annuels de loyer à ne pas dépasser au titre de l'année 2022. Ces plafonds, établis par mètre carré de surface habitable charges non comprises, s'élèvent à 192 € en Île-de-France et à 142 € dans les autres régions. Attention : ce dispositif d'exonération devrait prendre fin au 31 décembre 2023.

BOI-BIC-CHAMP-40-20 du 23 février 2022

Social : hausse du Smic et du minimum garanti

Les 1^{er} mai 2022, le montant horaire brut du Smic est passé à 10,85 € et le minimum garanti à 3,86 €.

Comme annoncé par le ministère du Travail, les montants du Smic et du minimum garanti ont été automatiquement revalorisés de 2,65 % le 1^{er} mai 2022, et ce afin de suivre l'évolution de l'inflation. Dès lors, le montant horaire brut du Smic est passé de 10,57 € à 10,85 €. Son montant mensuel brut passe, lui, de 1 603,12 € à 1 645,58 € (pour la durée légale du travail de 35 heures par semaine), soit une augmentation d'environ 34 € net par mois. Précision : le montant brut du Smic mensuel est calculé selon la formule suivante : $10,85 \times 35 \times 52/12 = 1 645,58$ €.

Quant au minimum garanti, fixé jusqu'alors à 3,76 €, il s'élève, depuis le 1^{er} mai 2022, à 3,86 €.

Arrêté du 19 avril 2022, JO du 20

Notaire : quid de sa responsabilité en cas de retard dans une déclaration de succession ?

En cas de retard dans une déclaration de succession, un notaire ne peut voir sa responsabilité engagée que s'il a commis une faute dans sa mission ou a manqué à son devoir de conseil.

En cas de décès d'une personne, les héritiers, sous peine de devoir payer des intérêts de retard, ont l'obligation de déposer une déclaration de succession auprès de l'administration fiscale dans les délais prévus par le Code général des impôts, en principe six mois à compter du décès. Généralement, compte tenu de la complexité des informations à produire, c'est le notaire en charge de la succession qui réalise cette formalité. Question a donc été posée au garde des Sceaux de savoir si les notaires étaient tenus à une « obligation de moyen ou de résultat de présenter aux héritiers la déclaration dans ce délai de six mois suivant le décès ».

Dans sa réponse, le garde des Sceaux a rappelé avant tout que le notaire, d'après la jurisprudence, n'est tenu que d'une obligation de moyen. Aussi, pour engager sa responsabilité, il convient de démontrer qu'il a commis une faute dans l'exercice de sa mission, par exemple, en n'ayant pas accompli « toutes les diligences nécessaires permettant d'assurer le dépôt de la déclaration de succession et le paiement des droits dans les délais fiscaux ». Ou encore en ayant manqué à son devoir de conseil, par exemple, en n'ayant pas attiré « l'attention de ses clients sur la possibilité de souscrire une déclaration partielle et de verser un acompte sur les droits afin d'éviter le paiement de pénalités de retard », lorsque la complexité du règlement de la succession ne lui permettait pas de déposer la déclaration de succession dans les temps.

Rép. Min. n° 33080, JO du 15 février 2022 ■



Introduction à la gestion d'entreprise

Technicien, pédagogue, communicant... mais aussi gestionnaire : que de casquettes vous faut-il porter pour assurer le suivi et *a fortiori* le développement de votre activité ! Pour vous aider à dominer toutes ces fonctions, l'AGA Plus se détourne un moment de ses articles fétiches sur la fiscalité pour aborder les rives d'un nouveau continent, celui de la gestion.

Parce qu'un dirigeant libéral est aussi un chef d'entreprise, l'AGA Plus, après une multitude de dossiers sur la fiscalité, a choisi de consacrer une partie de ses colonnes à la gestion. Après tout, composante essentielle de votre environnement quotidien, cette discipline méritait bien qu'on lui consacrât une série d'articles. Nous l'inaugurons par une découverte initiatique de l'entreprise libérale dans sa globalité, c'est-à-dire vue de l'intérieur, mais aussi dans son environnement.

Le chef d'entreprise, un « homme-orchestre »

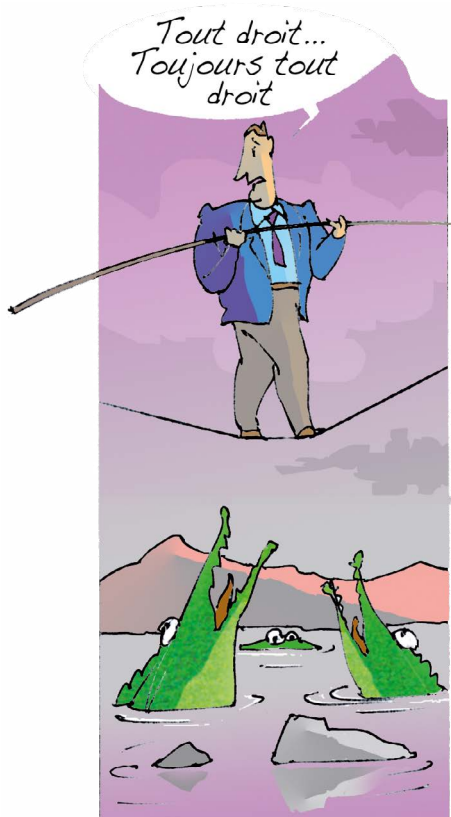
Selon sa formation initiale et son cursus professionnel, un dirigeant libéral peut être, au choix, un ingénieur ou un technicien, un conseil ou un consultant, un praticien médical ou un para-médical, un avocat ou un expert-comptable, un assureur ou un économiste de la construction, un architecte ou un agent commercial, un enseignant ou un artiste. Mais au-delà de la profession exercée (qu'elle soit réglementée ou pas), se cache une autre profession... celle de chef d'entreprise. Et pour celle-ci, point de diplôme ni de permis ! Et pourtant, au titre de cette seconde « activité », ses obligations sont nombreuses et variées. Tel un chef d'orchestre, ne doit-il pas tour à tour remplir une kyrielle de formalités, suivre régulièrement sa trésorerie, calculer ses coûts de fonctionnement, facturer ses prestations, gérer son temps et hiérarchiser ses priorités, manager son personnel ? Sans compter que dans une énumération de ce type, il est rarement fait mention de son partenaire principal,

j'ai nommé le client ou le patient... et des multiples devoirs qu'il a envers lui.

Pour être chef d'entreprise, faut-il donc être un surhomme ou une femme surdouée dotés de pouvoirs exceptionnels ? sans doute pas ! Mais le fait est : la conduite d'une entreprise nécessite une compétence pluridisciplinaire. De ce point de vue, l'on peut même affirmer qu'un dirigeant libéral est un personnage plus important que le PDG d'une firme nationale, voire d'une multinationale. La raison ? parce qu'à l'image de l'Hydre, cette créature de la mythologie grecque, il doit avoir plusieurs têtes. Autrement dit, être en même temps le directeur technique, le responsable du développement, le chef du service administratif et comptable, voire le chargé de communication... le tout en assumant la plus grande responsabilité de ses actes et sans pouvoir déléguer aucune de ces tâches. On le comprend aisément, mener une entreprise, fût-elle libérale, n'est pas une sinécure. Mais commençons par définir cette notion d'entreprise, si répandue mais pas nécessairement bien comprise.

L'entreprise, un univers impitoyable ?

Déjà, l'exercice n'est pas aisé, tant les définitions sont nombreuses. On peut la présenter comme une addition de moyens ; ils sont humains, matériels, digitaux, financiers. Tout l'art du chef d'entreprise consistera à les agencer le plus intelligemment possible ; pas si simple en vérité ! Certains la voient comme une multiplication de



compétences, et déjà l'équation se corse car -contrairement à l'addition- il suffit qu'une des compétences fasse défaut pour que leur somme soit nulle ! D'autres la considèrent comme un élément structurant du tissu social et l'un des piliers essentiels de notre société. Ils n'ont pas tort. Il n'empêche, la finalité de l'entreprise est avant tout économique.

■ L'entreprise, une île perdue dans son environnement

Vu de l'extérieur et à haute altitude, elle peut paraître comme un point.

Un tout petit point au milieu de son environnement, tel un micro-organisme vivant dans un milieu biologique. Cette image met en évidence la disparité existant entre la petitesse de l'entreprise et l'immensité du marché qui l'englobe. Qui l'engloutit même parfois... car le marché, à tout le moins l'environnement, peut se montrer hostile et cruel. Cette disparité fait aussi ressortir la part du temps que tout dirigeant libéral doit consacrer à étudier le monde qui l'entoure. C'est vers lui qu'il doit tourner son regard. Pour le maîtriser. Mieux, pour le conquérir. Car l'entreprise n'est pas un univers clos, elle se doit d'être ouverte, de donner et recevoir.

■ L'entreprise, un fonctionnement multidimensionnel

Approchons-nous maintenant plus près de l'entreprise. Nous découvrons alors qu'elle est organisée autour de plusieurs processus de transformation qu'Henri Fayol (un ingénieur français du début du XX^{ème} siècle, auteur de plusieurs ouvrages fondateurs sur l'administration civile et la gestion d'entreprise) a appelé des fonctions.

Les voici :

- La fonction « Développement économique » (ou fonction commerciale)

On identifie à qui l'on s'adresse, on recherche ce que nos clients ou patients souhaitent obtenir, et, pour reprendre une formule célèbre, on transforme les « suspects » en prospects, puis les prospects en clients. Et pour finir, on fidélise ces derniers jusqu'au stade ultime du prosélytisme, les clients les plus fidèles devenant les avocats de nos services et de notre structure. Ainsi, des suspects aux avocats, la boucle est-elle bouclée !

transformant des ressources (des fonds propres ou des emprunts) en emplois utiles à l'activité : il peut s'agir d'un local, d'équipements professionnels, d'outillage, d'un véhicule, etc. Certains doivent aussi métamorphoser des créances (comprenez de l'argent qui vous appartient mais qui dort dans la poche d'un autre) en monnaie sonnante et trébuchante. Une fois le financement des différents besoins assuré, il faut ensuite gérer l'édifice au quotidien (suivi de la trésorerie et recouvrement des impayés, facturation et encaissement, calcul des prix et des coûts, etc.).

Ce sont les quatre fonctions de base (voir l'illustration ci-contre). Qui curieusement sont assimilables aux sens de l'être humain puisqu'ils permettent à l'entreprise -comme l'ouïe et la vue chez les femmes et les hommes- de communiquer avec l'extérieur. Or, contrairement à la thèse d'Henri Fayol pour qui la fonction administrative était prépondérante, il n'y a pas plus de fonction principale dans une entreprise que de sens principal chez l'homme. Si l'on peut

déceler chez certaines personnes une fragilité, voire une infirmité, au bout du compte, la sanction tombe comme un couperet : le faible n'est guère armé pour affronter les épreuves les plus dures de la vie. Il en est de même pour l'entreprise : toutes les fonctions sont essentielles à sa survie... et d'égale importance. Au point que si l'une d'elles s'atrophie, l'entreprise est en réel danger.

■ L'entreprise face à ses principaux défis

Continuons notre approche de l'entreprise. Imaginons maintenant que nous sommes à l'intérieur. Que voyons-nous ? En fait, on comprendra aisément que, comme une maison, elle doit d'abord être bâtie sur de solides fondations. Pour l'entreprise, ces fondations sont un marché porteur, une forte valeur ajoutée et une clientèle solvable. Sur ces fondations vont ensuite s'élever les murs.

LES FONCTIONS DE L'ENTREPRISE, SELON HENRI FAYOL

Technique	Développement
<ul style="list-style-type: none"> • Conseiller • Servir • Fournir • Transformer • Fabriquer 	<ul style="list-style-type: none"> • Se faire connaître • Promouvoir son activité • Créer des liens • Intégrer des réseaux
Personnel	Finance et administration
<ul style="list-style-type: none"> • Recruter et former • Intégrer et motiver • Organiser et répartir le travail • Gérer les conflits 	<ul style="list-style-type: none"> • Rechercher et gérer les capitaux • Enregistrer les données • Établir les documents de synthèse • Coordonner et contrôler

- La fonction « Technique » (ou la production dans les activités industrielles)

Dans la plupart des professions libérales, on propose des compétences, on valorise un savoir-faire, on assure un service, on garantit une expertise. Tandis que chez un artisan, on transformera des matières brutes en produits plus sophistiqués. Mais gare aux mauvaises surprises, car dans tous les cas -et dans toutes les professions- le service rendu doit correspondre au service vendu (facturé).

- La fonction « Travail »

Pour celles et ceux qui emploient du personnel, il s'agit de recruter « juste », d'intégrer les nouveaux arrivants et de faire en sorte que l'équipe soit soudée, qualifiée et motivée. Pas simple...

- La fonction « Finance et administration »

Nul n'y échappe : tout dirigeant libéral doit financer ses besoins en

Quatre au minimum :

- **Le mur des contraintes.** Elles sont d'ordre législatif ou réglementaire, professionnel parfois, et de plus en plus d'origine extra-nationale, notamment par l'entremise des textes européens. Il arrive aussi qu'elles soient adoucies ou au contraire renforcées par des avis jurisprudentiels... d'où la nécessité de se tenir régulièrement informé.

- **Le mur de la concurrence.** Hormis les secteurs réglementés où les marges de manœuvre sont réduites ou inexistantes, il faut observer ce que font les autres (concurrents ou confrères) et quelquefois revoir ses prestations à la hausse ou ses prix à la baisse. Théophile Gautier ne disait-il pas « *Qui donc pourrais-je imiter pour avoir du talent ?* ». Dans d'autres circonstances, il faut aussi ne pas hésiter à se regrouper et se rappeler « qu'être concurrent » signifie en fait « courir ensemble ».

- **Le mur des besoins.** Avant d'engager la moindre action, mieux vaut bien les connaître, les siens mais surtout ceux de ses clients, de ses patients ou au sens le plus large ceux de ses partenaires. Du coup, un dirigeant libéral commettrait une grave erreur en consacrant tout son temps et son énergie à son activité, à sa profession, à son métier. Il doit aussi être en veille permanente, écouter les gens, susciter des réclamations (à tout le moins des retours), s'informer et se documenter... en un mot avoir de son entreprise et de son environnement proche une vision future.

- **Le mur des opinions.** L'entreprise est sortie du ghetto dans lequel nombre d'économistes l'avaient enfermée jadis. Elle est devenue citoyenne, à l'affût des nouvelles tendances et poreuse aux phénomènes de société. C'est particulièrement important car la notoriété d'un professionnel (sa réputation) détermine pour beaucoup le choix du consommateur, autant en tout cas que son savoir-faire, son professionnalisme ou ses connaissances techniques. Car si le service ou le produit est ce que vend le professionnel, son nom et sa notoriété reste au final ce qu'achète le client. Et ce mouvement s'est considérablement amplifié avec le développement des réseaux sociaux.

Voilà pour les murs. Ils s'apparentent à des obstacles nous direz-vous ; c'est vrai ! Quel dirigeant d'entreprise ne s'y est pas heurté, blessé même parfois. Mais avec l'énergie des gagnants, la plupart rebondissent. Vient ensuite le moment de construire la toiture. Dans un pays comme le nôtre, où depuis l'époque de Colbert son rôle n'a cessé d'être prégnant, la toiture ne peut être symbolisée que par l'État. Qu'on le regrette ou que l'on s'en félicite, il aiguillonne, oriente, suscite, chapeaute nombre de politiques économiques et d'organisations sociales ou professionnelles. Il encadre aussi une liberté d'entreprendre par des textes régulateurs dont la vocation première est d'éviter les excès de toutes sortes. Pas toujours simple et en tout cas sujet à controverses...

SOS copilote !

De tous les développements qui précèdent, il ressort que l'entreprise est un univers complexe, tout à la fois singulier et pluriel... et qu'en conséquence un patron indépendant doit être un pilote expérimenté. Ne serait-ce que pour affronter les turbulences, voire les tempêtes qui ne manqueront de se manifester un jour. Mais à moins d'être un pilote de Formule 1, il aura besoin, dans la vie de tous les jours comme dans la définition de ses objectifs stratégiques d'une aide extérieure. D'un copilote en quelque sorte ! Son expert-comptable ou tout autre conseil de son choix peut être ce copilote. À la condition cependant que celle ou celui-ci soit suffisamment généraliste et qu'il ait vis-à-vis de l'entreprise une approche globale. Il doit en tout cas maîtriser toutes les facettes de l'administration d'une entreprise :

- **La comptabilité :** au-delà des chiffres et de l'obligation minimale d'établir un état annuel de son patrimoine et de son exploitation, il peut en effet s'avérer nécessaire de réaliser, à la demande expresse d'un banquier par exemple, un compte prévisionnel d'activité. Autre cas de figure, en cas de signes avant-coureurs de faiblesse ou de difficultés est-il urgent de mettre son entreprise sous surveillance au moyen de tableaux de bord *ad hoc* ; à tout de moins est-il prudent d'établir périodiquement des situations comptables intermédiaires, une manière de prévoir les problèmes avant qu'ils ne deviennent de vrais problèmes !

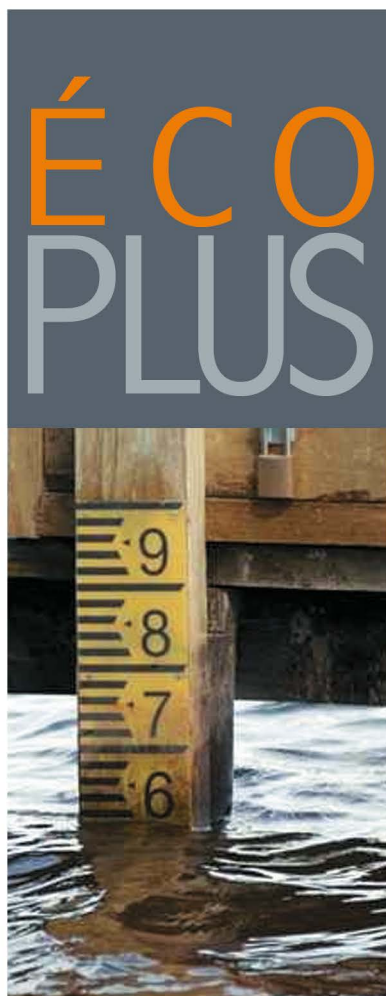


- **La fiscalité :** quel régime fiscal choisir ? Faut-il ou non inscrire mon local à l'actif et si oui quelles en sont les conséquences ? Quelle solution adopter pour répartir l'amortissement de mes investissements : le linéaire ou le dégressif ?

- **Le droit :** comment protéger et transmettre mon patrimoine ? La constitution d'une SCI peut-elle améliorer ma situation et celle de mes proches ? Mon bail professionnel est-il correctement rédigé ? Si j'établis des factures, celles-ci comportent-elles toutes les mentions obligatoires ? idem pour les bulletins de paie si j'emploie du personnel...

- **et naturellement la gestion :** savez-vous par exemple quel niveau minimal de recettes devez-vous empiler chaque jour pour absorber tous vos frais de structure, ne serait-ce que pour espérer dégager quelque profit ? Autre exemple, lorsque vous réalisez un gros investissement, avez-vous une idée précise du délai de récupération du capital que vous avez investi, autrement dit au bout de combien de temps la dépense d'investissement est-elle compensée par les bénéfices escomptés ?

Ces questions -et bien d'autres- sont le reflet des préoccupations de tout dirigeant qui se soucie du développement de son activité, et parfois de ses inquiétudes sur l'avenir. Auxquelles un conseil extérieur, c'est-à-dire l'autre partie de vous-même en « administration-personnel-finances-gestion » vous apportera des réponses, même si parfois son recours nécessite, comme en médecine, l'intervention d'un spécialiste : un financeur, un avocat, un conseil en gestion de patrimoine, un notaire... ■



Dis-moi ton code APE, je te dirai qui tu es

Chaque activité professionnelle est désignée par un code délivré par l'INSEE. C'est le code APE (pour Activité Principale Exercée). Comment trouver son code APE ? Comment le modifier ? Nos réponses.

Toute nouvelle entreprise ou cabinet se voit automatiquement attribuer par l'Insee, dans les semaines qui suivent sa création, un code APE (Activité Principale Exercée), un code composé de quatre chiffres et d'une lettre. Son rôle ? Classer les entreprises par secteur d'activité dans le but de produire des statistiques et des analyses économiques. Le code APE est extrait d'une liste, celle des codes NAF (Nomenclature d'Activité Française) qui comprend pas moins de 21 sections, 88 divisions, 272 groupes, 615 classes et 732 sous-classes.

Essentiel : déterminer son activité principale

Ce code APE est attribué par l'INSEE lors de l'immatriculation de l'entreprise, en fonction de l'activité principale déclarée et réellement exercée. Pour les sociétés par exemple, une attention particulière mérite d'être portée sur la rédaction des statuts. Pis, disposer d'un mauvais code dès le début de l'activité peut être handicapant jusqu'à freiner le développement de celle-ci. Aussi, ne prenons pas le sujet à l'envers : ce n'est pas le libellé du code APE qui détermine les activités exercées dans l'entreprise, mais bien celles inscrites sur le récépissé qui vous est fourni par l'INSEE après enregistrement de vos formalités de création au CFE (situé à l'Urssaf pour les activités libérales).

À quoi sert le code APE

Son usage est multiple. Il sert à attribuer votre taux d'accident du travail, à déterminer la caisse de retraite complémentaire à qui tout employeur doit verser les cotisations de ses salariés. Même chose pour les mutuelles qui,

COMMENT MODIFIER SON CODE APE

- **Modifiez votre code APE en cas de changement d'activité**
Si vous avez changé de domaine d'activité, la demande de modification doit s'effectuer auprès de votre centre de formalités des entreprises (CFE).
- **Modifiez votre code APE si celui-ci ne correspond pas à votre activité principale**
Si vous estimez que le code APE qui vous a été délivré ne correspond pas à votre activité principale, votre demande de modification doit être formulée par courrier postal ou par courrier électronique à la direction régionale de l'Insee compétente dans le département d'implantation de votre siège social ou de votre établissement.

en fonction de votre code, peuvent être spécifiques. Il a aussi une valeur commerciale : par exemple dans le cadre d'un appel d'offres, certains donneurs d'ordre présélectionnent les prestataires sur la base du code APE. Idem pour les publicités ciblées.

La convention collective est également déterminée en fonction du code APE. Attention cependant, car en cas de contentieux, les prud'hommes s'appuient davantage sur l'activité réelle de l'entreprise pour déterminer cette dernière, le code APE n'ayant pas à proprement parler de valeur juridique. ■



Il est particulièrement important que votre code APE reflète bien l'activité que vous exercez. La qualité et la pertinence des analyses que votre conseil et nos services effectuent à partir de vos comptes annuels en dépendent.



VIE DE L'AGA-PL.FRANCE

L'Examen Périodique de Sincérité (EPS), une mission spécifique des AGA

Mis en place par la loi de finances pour 2016, l'examen périodique de sincérité (EPS) est une mission que doivent obligatoirement effectuer les associations agréées. Concrètement, comment cet examen se déroule-t-il ? et quelles en sont les conséquences. Décryptage.

IMPORTANT

- Confier la tenue ou la surveillance de sa comptabilité à un expert-comptable réduit en principe la fréquence à laquelle vous pouvez faire l'objet d'un EPS.



Puisqu'il a été institué il y a maintenant six ans, sans doute faut-il rappeler ce qu'est l'EPS... et ce qu'il n'est pas. D'abord, savez-vous qu'il a pour objectif essentiel d'accroître votre sécurité fiscale ? Collant au cœur de métier des associations agréées, à savoir la prévention fiscale, il n'est en fait qu'une mission complémentaire à celle, annuelle et déjà très ancienne, qu'est l'examen de concordance, de cohérence et de vraisemblance (l'ECCV). En quoi consiste-t-il ? Eh bien en un examen attentif de pièces comptables (le plus souvent des factures) transmises par vous-même ou par votre expert-comptable. En le présentant ainsi, d'aucuns pourraient y voir comme une forme de vérification fiscale. Il n'en est rien : l'EPS n'est pas un contrôle fiscal, seulement une analyse débouchant sur un rapport d'opinion. Pour preuve, les documents comptables demandés ne sont pas transmis à l'administration fiscale, même si, conformément à la loi, une copie du compte-rendu de mission (le CRM qui matérialise cette opinion et qui finalise la mission EPS) est transmise au service des impôts dont vous relevez.

Objet du contrôle : les pièces justificatives

Sous le vocable d'EPS, il s'agit en vérité de s'assurer de la sincérité de votre comptabilité, à travers l'examen d'un panel de vos pièces justificatives. Peut-être d'ailleurs faites-vous partie des adhérents qui ont récemment fait l'objet d'une telle vérification ; merci alors d'avoir contribué à cette opération. Concrètement, si par principe cet examen doit avoir lieu dans les neuf mois de la réception de la déclaration 2035 par l'association agréée, il ne concerne pas chaque année tous les adhérents et sa fréquence dépend de leur situation :

- tous les six ans pour les entreprises et les cabinets dont la comptabilité est tenue ou présentée par un expert-comptable ;

Comment vous préparer : nos conseils

L'EPS n'est pas un pré-contrôle fiscal. Pour preuve, nous détruisons, à l'issue de nos contrôles les copies des documents comptables que vous nous avez transmises. Ces documents, comme les pièces justificatives vérifiées, ne sont pas non plus communiqués à l'administration fiscale. Vous pouvez donc aborder l'EPS de manière sereine, pour peu que quelques précautions soient respectées :

- Assurez-vous de pouvoir produire votre FEC (fichier des écritures comptables) si nous vous le demandons.
- Vérifiez que l'ensemble de vos pièces justificatives sont correctement classées et archivées.
- En cas de doute sur les conditions de déductibilité de certaines charges, n'hésitez pas à vous renseigner en amont auprès de votre expert-comptable.
- Procédez aux corrections demandées par nos services.

Au final, l'EPS vous donne l'occasion d'assurer la cohérence de vos déclarations fiscales. De quoi envisager plus sereinement d'hypothétiques futurs contrôles fiscaux. Votre expert-comptable ou tout autre conseil peuvent répondre à vos questions et alléger vos inquiétudes ; n'hésitez pas à les solliciter.

- au moins une fois tous les trois ans, pour celles et ceux qui n'y ont pas recours.

Si l'objet de l'EPS est de vérifier vos pièces justificatives de dépenses, il s'agit avant tout de s'assurer de leur sincérité par rapport à vos écritures comptables et de la régularité des pièces, tant sur la forme que sur le fond. Au cours de ce contrôle, l'on examine aussi votre éligibilité à l'ensemble des dépenses fiscales et des dispositifs dérogatoires auxquels vous pouvez prétendre, comme, par exemple, vos amortissements ou différents crédits d'impôt (comme le crédit d'impôt pour la formation du chef d'entreprise). ■



FORMATION

Une visio-conférence au service de la nouvelle entreprise individuelle

En misant sur une méthode structurée et progressive associée à une pédagogie dynamique et ludique, la visio-conférence que l'AGA-PL FRANCE a organisée le mardi 28 juin dernier a répondu, du moins nous l'espérons, à ces exigences. Elle a en tout cas permis de lever le voile et probablement bien des doutes sur la « nouvelle entreprise individuelle » née du Plan Indépendants.

Entrée sur l'entreprise libérale et son environnement, notre offre de formation vous a, depuis maintenant plus de quatre décennies, permis d'acquérir des connaissances dans les domaines de la fiscalité, du droit, de la gestion et de la législation sociale. Mais nos formations en présentiel étant, compte tenu de la crise sanitaire de la Covid-19, toujours suspendues, nous avons sensiblement modifié nos moyens, notamment en les digitalisant.

Cap pour l'entreprise individuelle de demain !

C'est ainsi que le mardi 28 juin 2022, nous avons organisé une session en webinaire (comprenez une formation à distance). Son thème ? la nouvelle entreprise individuelle, celle née du Plan Indépendants. Pour rappel, depuis le 15 mai 2022, le nouveau statut de l'entrepreneur individuel est en effet entré en vigueur. Avec lui, le patrimoine de tout chef d'entreprise individuel est désormais scindé entre biens personnels et biens professionnels. Il s'agit tout à la fois d'un statut unique et protecteur et d'une réforme historique... à tout le moins attendue et espérée par vos organisations professionnelles depuis plusieurs décennies. C'est maintenant chose faite ! Le corollaire majeur de cette réforme est la « mise en extinction » du statut de l'EIRL ; les principaux avantages de celui-ci étant repris dans le nouveau statut, l'EIRL cessera progressivement de s'appliquer.

En dernière analyse, place à la prudence !

Si ce statut unique vous offre une plus grande sécurité, avec à la clef des mesures de simplification bienvenues, son

Les points clefs de la conférence

- 1 Un statut unique et deux patrimoines
- 2 Les conséquences de ce nouveau statut
- 3 L'indépendant à l'IS, une fiction devenue réalité
- 4 Statut de conjoint collaborateur : élargi mais temporaire
- 5 Crédit d'impôt formation : doublement du plafond



application soulève néanmoins toute une série de questions et d'incertitudes encore en suspens aujourd'hui, en particulier si vous envisagez d'opter pour une nouvelle fiscalité, celle qui vous autorise désormais à placer votre entreprise individuelle ou votre cabinet sous la coupe de l'impôt sur les sociétés, une des grandes innovations de la loi ! D'où la nécessité de se montrer aussi prudent que circonspect, de suivre de telles conférences, de requérir les avis de vos conseils et d'attendre les précisions de l'administration. Vous pouvez aussi, dans l'immédiat, vous reporter à notre dossier encarté au centre de ce numéro. ■





AGENDA

Après l'été, vient la CET !

La contribution économique territoriale (CET) est une taxe locale qui touche tous les professionnels. Panorama de son champ d'application, de sa composition, de ses redevables et de son mode de calcul.

*D*epuis 2010, la contribution économique territoriale (CET) remplace la taxe professionnelle sur les équipements et biens mobiliers à laquelle étaient soumises les entreprises et les personnes physiques ou morales exerçant une activité professionnelle non salariée. Impôt local par excellence, la CET est double, car composée de deux taxes : la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

La CFE : solde à payer pour le 15 décembre

La CFE est un impôt sur les biens fonciers de certaines entreprises, c'est-à-dire sur les locaux, terrains, hangars ou encore cabinets utilisés pour une activité professionnelle. Elle vise tous ceux qui exercent une activité non salariée, quel que soit leur statut juridique, leur activité ou leur régime d'imposition, y compris les micro-entrepreneurs. Les professions libérales sont donc concernées par cette taxe. Sa base d'imposition dépend de la valeur locative des biens immobiliers utilisés par l'entreprise et son taux, encadré par certains plafonds, est voté par les élus locaux. Conclusion : le montant de la taxe variera d'une commune à une autre et toutes les entreprises ne seront pas logées à la même enseigne sur ce point.

■ Quelles déclarations transmettre ?

Un premier formulaire est à remplir pour déclarer votre situation avant le 31 décembre de l'année de votre installation. Vous n'aurez ensuite aucune déclaration à remplir tous les ans, sauf si vous voulez signaler un changement de situation (changement de locaux, cessation d'activité, embauche, etc.). Dans ce cas, vous devrez remplir une déclaration 1447-M directement sur votre compte impot.gouv.fr au début du mois de mai de chaque année.

■ Quand et comment payer la CFE ?

Si le solde de la CFE doit être réglé au plus tard le 15 décembre de chaque année, le paiement de la taxe se fait en réalité en

deux tranches, du moins si le montant de votre CFE est supérieur à 3 000 €. En pareil cas, un acompte doit en effet être versé avant le 15 juin, à hauteur de 50 % du montant dû. Pour rappel, vous ne recevez plus d'avis d'imposition ni d'avis d'acompte par courrier : le paiement et les demandes de prélèvement sont à effectuer via votre espace professionnel sur le site www.impots.gouv.fr avant l'échéance de paiement de l'acompte fixée au 15 juin.

La CVAE : second acompte le 15 septembre

Deuxième élément de la CET, la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) est due par les professionnels qui réalisent plus de 500 000 € de chiffre d'affaires HT, quels que soient leur statut juridique, leur activité ou leur régime d'imposition. Cependant, toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 € doivent effectuer la déclaration de valeur ajoutée et des effectifs salariés qui sert à en déterminer la base d'imposition, même si elles ne sont pas redevables de la taxe. Fini le papier, les entreprises redevables de la CVAE doivent obligatoirement en effectuer le paiement par voie électronique. Deux acomptes de 50 % de la cotisation due doivent être versés, au moyen du relevé d'acompte n° 1329-AC, au plus tard le 15 juin, puis le 15 septembre. Il n'y a pas d'acomptes si le montant de la CVAE ne dépasse pas 1 500 € : la CVAE est alors payée en une seule fois. L'année suivant celle de l'imposition, l'entreprise doit procéder à la liquidation définitive de la CVAE via la déclaration 1329-DEF, accompagnée le cas échéant du solde.

La grande majorité des indépendants totalisant moins d'un demi million d'euros de recettes, la CET se résume chez la plupart d'entre vous à la CFE... dont les obligations déclaratives sont somme toute limitées ; pour preuve, il suffit de signaler vos changements de situations. Tel n'est pas le cas des indépendants qui dégagent un total de recettes compris entre 152 500 € et 500 000 € qui se voient imposer une obligation déclarative supplémentaire, le formulaire 2035-E ou la 1330-CVAE, alors qu'ils ne sont pas redevables de la CVAE. ■



AGA-PLUS est une publication semestrielle destinée aux adhérents et aux partenaires de l'A.G.A-PL.FRANCE.

Conception et rédaction
Éric Antoni

Collaboration technique
Anthony Carpentier

Maquette et illustrations
Jean-Michel Charruault

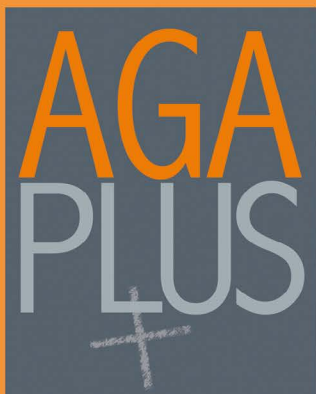
Crédits photos
Adobe Stock
(sauf page 9 : Getty Images)

Photocomposition
Service PAO de FIDUCIAL, à Lyon

N° ISSN
1959-190X

Pour tout renseignement
AGA-PL.FRANCE
60 rue du Bon Repos
CS 70805
49008 Angers cedex 01
Tél. 02 41 91 50 70

contact.association.agreee@fiducial.fr
www.aga-pl-france.fr



BÂTIMENT ET IMMOBILIER

Index national BT 01	fév 2022	mars 2022	avril 2022
Indices, tous corps d'état, nouvelle série base 2010	122,2	123,3	124,9
Indice de référence des loyers	3 ^{ème} tr 2021	4 ^{ème} tr 2021	1 ^{er} tr 2022
Indices	131,67	132,62	133,93
Variation annuelle	+ 0,83 %	+ 1,61 %	+ 2,48 %
Indice du coût de la construction	2 ^{ème} tr 2021	3 ^{ème} tr 2021	4 ^{ème} tr 2021
Indices	1 821	1 886	1 886
Variation annuelle	+ 3,88 %	+ 6,86 %	+ 5,07 %
Indice des loyers commerciaux	2 ^{ème} tr 2021	3 ^{ème} tr 2021	4 ^{ème} tr 2021
Indices	118,41	119,70	118,59
Variation annuelle	+ 2,59 %	+ 3,46 %	+ 2,42 %
Indice des loyers d'activités tertiaires	2 ^{ème} tr 2021	3 ^{ème} tr 2021	4 ^{ème} tr 2021
Indices	116,46	117,61	118,97
Variation annuelle	+ 1,86 %	+ 2,96 %	+ 4,3 %

FINANCES ET PLACEMENTS

Épargne-logement	Plafond	Taux
Compte d'épargne-logement	15 300 €	0,25 %
Plan d'épargne-logement	61 200 €	1 %
Livrets et plans d'épargne (depuis le 1 ^{er} février 2020)		
Livrets A et bleu	22 950 €	1 %
Livret d'épargne populaire	7 700 €	2,2 %
Livret de développement durable	12 000 €	1 %
Taux financiers divers	Dates	Taux
TBB (taux de base bancaire)	depuis le 15 octobre 2001	6,6 %
EONIA	au 23 juin 2022	- 0,578 %
Taux Refi de la BCE	depuis le 16 mars 2016	0 %

SALAIRES

Plafonds 2022 de la Sécurité sociale (inchangés par rapport à 2021)	Montants
Plafond annuel	41 136 €
Brut trimestriel	10 284 €
Brut mensuel	3 428 €
Brut hebdomadaire	791 €
Brut journalier	189 €
Brut horaire	26 €
Smic et minimum garanti (au 1 ^{er} mai 2022)	
Smic horaire brut	10,85 €
Smic mensuel brut (sur la base de 35 heures)	1 645,58 €
Minimum garanti	3,86 €

CONSOMMATION

Prix à la consommation, ensemble des ménages, base 100 en 2015	mai 2022	Variation annuelle
	111,72	+ 5,2 %



A.G.A-PL.FRANCE

ASSOCIATION DE GESTION AGRÉÉE POUR LES PROFESSIONS LIBÉRALES DE FRANCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et publiée au Journal Officiel du 4 mars 1978
Agrément délivré par la D.G.F.I.P le 29 mars 1978 et renouvelé le 16 septembre 2020 - Numéro d'identification 2-02-490 - N° TVA FR 70 314 174 160
Siège social : 60, rue du Bon Repos - C.S. 70805 - 49008 Angers Cedex 01

L'EIRL EST MORT, vive la nouvelle entreprise individuelle !



Depuis le 15 mai 2022, le nouveau statut de l'entrepreneur individuel est entré en vigueur. Avec lui, le patrimoine de tout entrepreneur indépendant est désormais scindé entre biens personnels et biens professionnels. Il s'agit tout à la fois d'un statut unique et protecteur et d'une réforme historique. Le corollaire majeur de ce changement est la « mise en extinction » de l'EIRL ; les principaux avantages de celui-ci étant repris dans le nouveau statut, l'EIRL cessera progressivement de s'appliquer.

Le boulanger qui pétrit sa pâte, le maçon qui monte ses parpaings, le marchand de journaux qui se lève tôt, le restaurateur qui concocte de bons petits plats, l'infirmière qui ne compte ni ses heures ni ses kilomètres comme le médecin qui se soucie de ses patients... tous ces travailleurs sont nos concitoyens, parfois nos voisins. Dans un quartier, en plein centre-ville, aux limbes d'une cité ou au cœur d'un village, ils animent notre vie, soulagent notre quotidien, améliorent notre confort.

du travailleur indépendant, ils sont répertoriés par les différentes administrations de façon négative comme des « travailleurs non-salariés » ou TNS (preuve de la place encore éminente accordée au salariat dans la culture française). La France en compte plus de trois millions. Même s'ils font preuve de dynamisme, voire d'optimisme, beaucoup font face à moult obstacles lorsqu'ils décident de créer, puis de développer leur activité. La crise sanitaire les a également davantage exposés aux risques économiques et aux aléas de toutes sortes.

Mais qui sont-ils vraiment ? et comment les caractériser ? D'abord, par le vocable qui les désigne tous, comme s'il s'agissait de nommer les membres d'une même famille, d'un même clan. Qu'ils soient artisans, commerçants, prestataires de service ou professionnels libéraux, ils sont tous des travailleurs indépendants. Le mot est lâché, même s'il nécessite d'être précisé. Car s'il n'existe pas de définition juridique « universelle »

Dans la continuité du plan en faveur des indépendants présenté par le président de la République à l'automne 2021, la loi votée le 14 février 2022 cherche à créer à leur endroit un environnement simplifié et plus protecteur.

Si plusieurs mesures importantes y sont ancrées, nous insisterons dans



A.G.A-PL.FRANCE

le présent dossier sur le nouveau statut unique d'entrepreneur individuel, entraînant à terme l'extinction du statut d'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, autrement dit l'EIRL. S'il s'agit incontestablement d'une réforme historique, il faut cependant se montrer aussi prudent que circonspect : s'il se veut à maints égards aussi novateur que protecteur, ce nouveau statut n'est pas -à ce jour du moins- sans contenir des facettes encore trop imprécises pour le juger bardé d'avantages et exempt de critiques...

Les statuts possibles, avant la loi

Jusqu'à présent, un entrepreneur individuel avait le choix entre plusieurs structures unipersonnelles parmi lesquelles figuraient :

- l'Entreprise Individuelle (EI) qui permettait d'exercer une activité sans passer par la création d'une personne morale. L'entrepreneur était alors indéfiniment responsable des dettes professionnelles sur l'ensemble de son

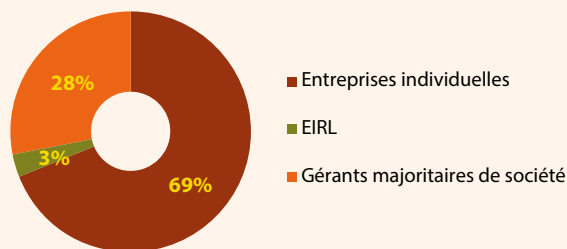
patrimoine personnel, à l'exception de sa résidence principale, insaisissable de plein droit depuis la loi du 6 août 2015. Il pouvait protéger ses autres biens immobiliers des poursuites de ses créanciers professionnels en effectuant une déclaration d'insaisissabilité devant notaire.

- l'Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée (EIRL), structure dans laquelle, contrairement à l'entreprise individuelle classique, le patrimoine personnel du chef

d'entreprise n'était pas engagé. L'entrepreneur créait un patrimoine professionnel, appelé patrimoine d'affectation, dont les seuls biens affectés peuvent être saisis en cas de difficulté.

- mais aussi la forme sociétaire, avec l'EURL ou la SASU, dont le statut juridique les dote d'une personnalité morale qui permet de distinguer les patrimoines personnel et professionnel de l'entrepreneur et de son entreprise.

Les formes juridiques des indépendants en 2020



Source : INSSE, Emploi et revenus des indépendants - édition 2020

L'EIRL, un constat d'échec

- Si le législateur n'a eu de cesse de vouloir protéger l'entrepreneur individuel des risques liés à son activité, la création du statut d'EIRL en 2010 a été une étape majeure de ce mouvement législatif. Ce régime optionnel offrait en effet aux entrepreneurs la possibilité de limiter leur responsabilité en constituant un patrimoine d'affectation dédié à leur activité professionnelle. Ce statut devait ainsi résoudre l'inconvénient majeur de l'entreprise individuelle qu'est la protection insuffisante du patrimoine personnel de l'entrepreneur et donc le risque pour ce dernier de perdre l'intégralité de son patrimoine en cas de difficultés. L'idée sous-jacente à la loi de 2010 était de rapprocher l'entrepreneur individuel de l'associé d'une société à risque limité.
- Mais le constat est sans équivoque : depuis 2010, l'EIRL n'a « séduit » que cent mille indépendants environ sur plus de trois millions... ce qui confirme sa faible attractivité (formalisme jugé trop important, manque de clarté par rapport à l'option de création d'une structure sociétaire, plus courante, de type EURL, SAS ou SASU).

Nouveau, le statut unique d'entrepreneur individuel

La loi n° 2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante (publiée au JO le 15 février 2022) substitue à l'entreprise individuelle actuelle et à l'EIRL un nouveau statut commun à l'ensemble des travailleurs indépendants, celui d'entrepreneur individuel. Un statut qui se veut plus protecteur, en complétant les arcanes du Code de commerce par deux nouvelles sections : la première pose les fondations de ce statut tandis que la seconde détermine les conditions de transmission de l'entreprise individuelle ou de transformation en société.

Ce statut unique d'entrepreneur individuel, applicable pour toute création d'entreprise intervenant depuis le 15 mai 2022 présente de nombreux apports, dont le plus éminent consiste dans la consécration de la dualité patrimoniale de l'entrepreneur.

Objectif : séparer les patrimoines...

Depuis le 15 mai 2022, le nouveau statut de l'entrepreneur individuel est donc entré en vigueur. Si vous souhaitez toujours exercer en nom propre (sans créer de société), seul le statut unique d'entrepreneur individuel vous sera applicable. Le choix de l'EIRL n'est plus possible. Votre patrimoine sera dédoublé automatiquement, sans aucune formalité (contrairement

INFOS

Vous exercez actuellement sous le statut d'Entreprise Individuelle

- Vous conservez votre statut d'EI et vous n'avez pas de démarche particulière à accomplir : la protection liée au nouveau statut de l'entrepreneur est automatique.
- Depuis le 15 mai 2022, vos patrimoines professionnel et personnel sont séparés et les créanciers professionnels dont la créance est née après cette date ne pourront la recouvrer que sur le patrimoine professionnel.
- Un décret vient de préciser que pour l'exercice de son activité professionnelle, l'entrepreneur individuel devra utiliser une dénomination incorporant son nom (ou son nom d'usage) immédiatement précédé ou suivi des mots « entrepreneur individuel » ou des initiales « EI ». Cette dénomination devra impérativement figurer sur les documents et correspondances professionnels de l'entrepreneur. De même, chaque compte bancaire dédié à l'activité professionnelle de l'entrepreneur individuel devra contenir cette dénomination dans son intitulé.

Ce quoi sera composé votre patrimoine professionnel

- Les biens qui auront vocation à faire partie du patrimoine professionnel d'un entrepreneur individuel, donc ceux qui sont « utiles » à son activité professionnelle, viennent d'être précisés par décret. Il s'agit :
 - du **fonds de commerce**, du fonds libéral, du fonds artisanal, du fonds agricole, de tous les biens corporels ou incorporels qui les constituent et des droits y afférents ;
 - des **biens meubles** comme les marchandises, le matériel et l'outillage, le matériel agricole, ainsi que des moyens de mobilité pour les activités itinérantes telles que la vente et les prestations à domicile, les activités de transport ou de livraison ;
 - des **biens immeubles** servant à l'activité, y compris la partie de la résidence principale de l'entrepreneur individuel qui est utilisée pour un usage professionnel ;
 - des **biens incorporels** comme les données relatives aux clients, les brevets d'invention, les licences, les marques, les dessins et modèles, et plus généralement des droits de propriété intellectuelle, du nom commercial et de l'enseigne ;
 - des **fonds de caisse**, de toute somme en numéraire conservée sur le lieu d'exercice de l'activité professionnelle, des sommes inscrites aux comptes bancaires dédiés à cette activité, ainsi que des sommes destinées à pourvoir aux dépenses courantes relatives à cette même activité.

à l'EIRL) ; c'est la séparation des patrimoines. Avec ce nouveau statut, le chef d'entreprise individuel est désormais titulaire de deux patrimoines :

- un patrimoine professionnel constitué des biens, droits, obligations et sûretés utiles à son activité ou à ses activités professionnelles indépendantes (dès lors que l'entrepreneur conserve plusieurs activités professionnelles, l'ensemble des activités feront partie du patrimoine professionnel, contrairement à l'EIRL où plusieurs patrimoines affectés étaient possibles) ;
- un patrimoine personnel constitué des éléments du patrimoine qui ne font pas partie du patrimoine professionnel.

... pour protéger le patrimoine personnel

La séparation entre les deux patrimoines est de droit. Par conséquent, avec ce nouveau statut juridique, l'entrepreneur

n'est plus indéfiniment responsable de ses dettes professionnelles sur l'ensemble de son patrimoine personnel. Le nouveau statut rend le patrimoine personnel de l'intéressé insaisissable par les créanciers professionnels, au même titre que la résidence principale auparavant. Une manière d'éviter la « double peine » à celles et ceux qui, en plus de difficultés professionnelles, auraient à subir un risque majeur sur leurs biens propres... Mais si les nouvelles dispositions s'appliquent à tous les entrepreneurs individuels en exercice, sans qu'ils aient à effectuer la moindre démarche, la protection ne joue que sur les créances qui seront nées après la date d'application de la loi (pour rappel le 15 mai 2022). Les dettes de l'entrepreneur nées avant cette date restent soumises aux règles de l'ancien statut (patrimoine unique impliquant une poursuite possible des créanciers professionnels sur le patrimoine privé).

Quelques exceptions prévues à la séparation des patrimoines

Les éléments du patrimoine de l'entrepreneur individuel non compris dans le patrimoine professionnel constituent son patrimoine personnel. En conséquence, seul le patrimoine personnel de l'entrepreneur individuel constitue le gage général des créanciers dont les droits ne sont pas nés à l'occasion de son exercice professionnel. C'est le principe. Il existe néanmoins des exceptions à la séparation des patrimoines personnel et professionnel.

■ L'insuffisance du patrimoine personnel

Si le patrimoine personnel est insuffisant, le droit de gage général des créanciers peut s'exercer sur le patrimoine professionnel, dans la limite du montant du bénéfice réalisé lors du dernier exercice clos.

■ La possibilité de renoncement à la séparation

Puisque plus protecteur, ce nouveau statut indépendant risque d'être interprété comme un frein supplémentaire par les banques... au point que certaines pourraient se montrer plus timides, voire timorées à l'occasion d'une demande de prêt. Aussi, afin de ne pas assécher les crédits ouverts aux entreprises, la loi envisage la possibilité, pour l'entrepreneur individuel, de renoncer à la séparation de ses patrimoines personnel et professionnel pour les créanciers de son choix. Le nouvel article L526-24 du Code de commerce prévoit néanmoins que cette renonciation est soumise à un formalisme exigeant, pour s'assurer du consentement de l'intéressé et éviter toute décision hâtive. Bien sûr, cette renonciation ne vise que la créance pour laquelle elle a été exprimée. Vous restez protégé pour toutes les autres créances.

■ Les organismes fiscaux et sociaux

Là encore inspirée du régime de l'EIRL, la loi institue un régime de faveur pour l'administration fiscale et les organismes de Sécurité sociale.

La dissociation des patrimoines ne leur est, en effet, pas opposable en cas de manœuvres frauduleuses ou d'inobservation grave et répétée des obligations fiscales ou sociales ; idem pour le recouvrement de l'impôt sur le revenu, les prélèvements sociaux (sauf en cas d'option pour l'impôt sur les sociétés) et la taxe foncière des biens utiles à l'activité professionnelle.

■ Les cas de cessation et de décès

Les patrimoines professionnel et personnel sont également réunis en cas de cessation d'activité ou de décès de l'entrepreneur individuel en activité.

La conséquence, l'extinction du statut d'EIRL

Le corollaire majeur de cette réforme est la « mise en extinction » du statut de l'EIRL. La loi prévoit ainsi qu'aucune nouvelle EIRL ne peut être créée depuis sa publication, le 15 février 2022. Pour autant, les EIRL créées avant cette date pourront continuer à exister ; elles seront soumises aux nouvelles dispositions uniquement pour les créances nées après cette même date. Les anciennes créances resteront quant à elles soumises à la loi ancienne et donc au statut de l'EIRL. D'où l'utilisation, dans la loi, de l'expression de « mise en extinction » et non de suppression de ce dernier...

Une fiscalité à la carte

Avec l'adoption de la loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante, la définition juridique de l'entreprise individuelle évolue. La loi de finances pour 2022 a en effet introduit une disposition qui va permettre à l'entreprise individuelle « nouvelle formule » de choisir son régime fiscal. Pour rappel, une entreprise individuelle est en principe imposée sous le régime de l'impôt sur le revenu. Son bénéfice est taxé au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Ce régime fiscal a également des conséquences sur la manière dont les cotisations sociales sont calculées. La

Points d'attention et de vigilance

1. Des contentieux relatifs à la ligne de démarcation entre patrimoines personnel et professionnel risquent de se présenter. Dans ce cas, ce sera à l'entrepreneur individuel de prouver l'affectation d'un bien à un patrimoine.
2. En cas de pluri-activité, un seul patrimoine professionnel est créé et celui-ci ne peut être scindé. Toutes les activités seront donc confondues au sein d'un patrimoine professionnel unique risquant de poser des difficultés entre les créanciers d'activités distinctes.
3. Les créanciers, disposant désormais d'un gage plus limité, pourraient exiger de nouvelles garanties et rendre par la même plus difficile l'accès au crédit de l'entrepreneur individuel.
4. En matière successorale, les dispositions relatives à la réunion des deux patrimoines sont identiques à celles applicables à « l'ancienne entreprise individuelle ». En revanche, il existait des dispositions spécifiques permettant de transmettre une EIRL à un héritier. Ces dispositions sont supprimées par le nouveau texte. Par ailleurs, la dualité patrimoniale prend fin au décès de l'entrepreneur individuel et l'ensemble des éléments de ce double patrimoine se fond dans la masse successorale. L'assiette du gage des créanciers est donc étendue au patrimoine personnel. Dans tous les cas de figure, le nouvel entrepreneur individuel devra anticiper la situation car ses créanciers personnels verront, lors de son décès, leur assiette de gage étendue au patrimoine professionnel. On ne peut que vous conseiller de consulter en amont un professionnel du droit, pour prévenir et si possible régler à l'avance, de telles difficultés.

MISE EN GARDE

Vous exercez actuellement en EIRL

- Si vous releviez du régime de l'EIRL au 15 février 2022, vous continuez d'être soumis à ce même statut. L'affectation ou le retrait d'éléments à un patrimoine affecté déjà constitué demeurent possibles selon les mêmes modalités qu'auparavant.
- Mais attention : vous ne pourrez plus transmettre votre EIRL à compter du 15 août 2022. Nous vous recommandons de contacter votre conseil pour déterminer la meilleure stratégie à adopter pour l'avenir.

Sécurité sociale des indépendants (SSI) soumet l'intégralité de ce bénéfice aux prélèvements sociaux.

■ Une situation pour le moins originale

Depuis le 15 mai 2022, l'entrepreneur peut choisir un autre régime fiscal. Il peut opter pour l'assimilation fiscale de son entreprise individuelle à une société et, par là même, pour l'application de l'impôt sur les sociétés. Après cette option, la situation de l'entreprise sera pour le moins originale. Ce sera toujours une entreprise individuelle sur le plan juridique, mais elle sera traitée comme

une société sur le plan fiscal (pour l'ensemble des impositions).

■ L'option à l'IS, une bonne idée ?

L'articulation d'une entreprise individuelle (au plan juridique) traitée comme une société au plan fiscal n'est pas sans soulever une kyrielle de questions... aujourd'hui sans réponse ! Il est aussi certain que cette nouvelle formule fiscale ne conviendra pas à tout le monde. Nous vous conseillons de ne pas vous précipiter sur ce nouveau régime, d'attendre les commentaires de l'administration fiscale pour lever certaines incertitudes et de vous entretenir avec votre conseil sur l'opportunité d'un tel choix. ■